

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES CARRIERES COMTOISES (L2C)

9 route d'Audincourt - VOUEAUCOURT
BP 13119
25400 Audincourt

Références : UID257090/SPR/BB/AR 2023 - 0404A
Code AIOT : 0005901486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2023 dans l'établissement LES CARRIERES COMTOISES (L2C) implanté Lieu-dit La Cude 25112 Baume-les-Dames. L'inspection a été annoncée le 02/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif de contrôler le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/05/2022 et les suites de l'inspection du 17/06/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIERES COMTOISES (L2C)
- Lieu-dit La Cude 25112 Baume-les-Dames
- Code AIOT : 0005901486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement est une carrière de roche massive. Le tonnage annuel autorisé est de 240 000 t/an en moyenne et 280 000 t/an au maximum. L'autorisation de la carrière est de 30 ans avec une échéance le 13/12/2048.

La carrière est également autorisée à accueillir des déchets inertes à hauteur de 54 000 t/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Inspection du 17/06/2021 - Nc n°3	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 3.1.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Inspection du 17/06/2021 - Nc n°5	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 9.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	APMD - Cuve de bitume	AP de Mise en Demeure du 04/05/2022, article 1	/	Sans objet
3	Inspection du 17/06/2021 - Nc n°6	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 9.2.5.1.	/	Sans objet
5	Inspection du 17/06/2021 - Nc n°4	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 3.1.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le respect de l'APMD du 04/05/2022. Concernant les suites de la précédente inspection, l'exploitant doit veiller au respect de la cote minimale d'extraction de 376 m NGF lors de la progression du carreau inférieur. Il doit également s'assurer de l'efficacité du nettoyage périodique du séparateur hydrocarbure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD - Cuve de bitume

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SARL LES CARRIÈRES COMTOISES dont le siège social est situé à VOUEAUCOURT (25420) au Hameau de Belchamp, 9 route d'Audincourt, exploitant d'une carrière sise aux lieux-dits « La Cude » et « Champ Bretey » sur la commune de Baume les Dames est mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les dispositions prévues à l'article R.181-46 du code de l'environnement (en portant à connaissance du préfet cette modification – installation de la cuve contenant de l'émulsion de bitume – avec tous les éléments d'appréciation) , ◦ les dispositions prévues à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières (en équipant la cuve d'émulsion de bitume d'une capacité de rétention) ; • soit de procéder à l'enlèvement de la cuve contenant de l'émulsion de bitume dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>La cuve de bitume a été vidée et mise sur remorque le 16/07/2022. L'APMD est respecté.</p> <p>Le jour de l'inspection, la remorque est toujours présente, et en attente d'enlèvement à cause d'un problème de gabarit de la remorque pour le passage sous un pont.</p>
Observations : L'exploitant doit recontacter le propriétaire de la cuve afin qu'il procède à son enlèvement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 3.1.2.2
Thème(s) : Autre, Carrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'épaisseur d'extraction maximale est de 50 mètres et la cote maximale d'extraction est de 376 mètres NGF.</p> <p>Les fronts de taille sont constitués de 4 gradins de 15 mètres maximum de hauteur chacun. Ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 20 à 30 mètres de largeur en exploitation et réduite à 7 ou 10 mètres à la fin de l'extraction.</p> <p>Inspection du 17/06/2021: Le plan topographique transmis par l'exploitant daté du 02/04/2021 a été examiné par sondages :</p> <p>– la cote minimale d'extraction constatée est de l'ordre de 376 m NGF. Sur certaines parties du site (au niveau de la parcelle ZA55) il a été cependant constaté que la cote minimale pouvait atteindre les 375,12 m.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que la cote minimale d'extraction est de 376 m NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le dernier plan topographique de la carrière. Celui-ci date du 04/11/2022.</p> <p>L'exploitation de la zone Sud de la phase 1 a débuté. Un contrôle par sondage montre que la hauteur maximale des gradins est respectée.</p> <p>Par contre, l'examen des cotes de fond de fouille montre qu'une zone exploitée en 2022 (zone indiquée B sur le plan entre les parcelles ZA-55 et ZA-66) atteint une cote minimale de 375,10 m, soit inférieure à la cote minimale autorisée.</p> <p>Non-conformité n°1 : l'exploitant doit s'assurer du respect de la cote minimale de 376 m NGF lors de la progression du carreau le plus bas vers le Sud.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 9.2.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures liées à la proximité de l'oléoduc</p> <p>Les mesures de sécurité suivantes s'appliquent pour le pipe-line situé au Nord-Ouest de la carrière. La vitesse particulière mesurée sur le pipeline pour chaque tir de mines ne doit pas dépasser 50 mm/s.</p> <p>L'exploitant met en place un suivi de mesures de vibration au niveau du pipe-line (registre) tenu à disposition du gestionnaire du pipe-line, de la DREAL et des services de secours.</p> <p>Inspection du 17/06/2021 : L'exploitant n'a pas présenté de mesures de vibrations au niveau du pipe-line. L'exploitant avait indiqué dans son étude d'impact qu'« Un suivi annuel des vibrations sera effectué aux abords de la carrière (premières habitations, canalisation SPSE, pylônes supportant les lignes électriques RTE). Il conviendra de s'assurer que les vitesses particulières ne dépassent pas 10 mm/s au niveau des premières habitations et 50 mm/s au niveau de la canalisation SPSE. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 17/06/2021, l'exploitant avait transmis des mesures de vibrations au niveau du pipe-line, réalisées le 09/09/2021 et le 05/11/2021. Les mesures étaient inférieures à 1 mm/s.</p> <p>Un contrôle des mesures de vibrations des 2 derniers tirs (27/10/2022 et 28/06/2022) a été fait. Les tirs ayant été fait sur la partie Sud de la carrière, donc loin du pipe-line, il n' a pas été fait de mesures à proximité de celui-ci; Par contre, une mesure de vibration au niveau du pylône RTE a été effectuée. Les résultats sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance de la qualité des rejets aqueux</p> <p>Mesure annuelle sur les paramètres MES (code SANDRE 1305), DCO (code SANDRE 1314), HCT (code SANDRE 7009)</p> <p>I. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le pH est compris entre 5,5 et 8,5; – la température est inférieure à 30 °C; – les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ; – la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l ; – les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l. <p>Inspection du 17/06/2021 : L'exploitant a transmis les rapports présentant les résultats des deux dernières campagnes de mesures du 19/12/2019 et du 23/09/2020. Les deux dernières campagnes montrent que les résultats sont conformes pour le pH, la T°, la DCO et les HCT. Seuls les résultats en MEST sont supérieurs à la VLE. La campagne de 2018 était conforme pour ce paramètre. Le bureau d'étude précise dans son rapport que « Le séparateur d'hydrocarbures est fonctionnel et efficace puisque la concentration en hydrocarbures dans les eaux de rejet est conforme à la réglementation en vigueur. ». Cependant « la valeur observée pour les MES peut s'expliquer par un entretien de mauvaise qualité du séparateur », il préconise ensuite que « pour assurer un bon fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures, l'aire étanche associée ainsi que le caniveau de récupération des eaux et le regard de prélèvement doivent également être nettoyés régulièrement. »</p> <p>L'exploitant doit préciser les mesures mises en oeuvre pour éviter un nouveau dépassement, et il transmettra les résultats obtenus au titre de l'année 2021. Un contrôle et un nettoyage plus fréquent du séparateur et du regard de prélèvement doivent être réalisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'intervention du 08/12/2022 pour le pompage et nettoyage du séparateur hydrocarbures.</p> <p>Un contrôle de la qualité des eaux en sortie du séparateur hydrocarbures a été fait le 14/12/2022. Un prélèvement instantané a été effectué. Le résultat des mesures montre un dépassement de la VLE pour le paramètre DCO (284 mg/l mesuré ; le prélèvement étant instantané, les résultats doivent être inférieurs au double de la VLE, soit 250 mg/L).</p> <p>Non-conformité n°2 : les mesures en sortie du séparateur hydrocarbures montre un dépassement de la VLE en DCO. L'exploitant transmettra à l'inspection son analyse de ce dépassement et les actions correctives prévues. L'exploitant doit notamment s'interroger sur l'efficacité du nettoyage effectué quelques jours avant le prélèvement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1mois

N° 5 : Inspection du 17/06/2021 - Nc n°4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 3.1.4.
Thème(s) : Autre, Carrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en place de merlons écrans à l'Est et au Sud de la carrière Dès le début de la phase 1 de l'exploitation l'exploitant met en place un merlon d'une hauteur de 2 mètres, planté d'une haie variée sur le périmètre sud de l'extension de la carrière. L'exploitant durant les phases 1 et 2 maintient et reboise le merlon situé en limite Est du périmètre de la carrière. Inspection du 17/06/2021 : Le merlon dans le périmètre Sud (Sud de la parcelle ZA67) n'a pas encore été mis en place. Un merlon situé au Nord de cette parcelle est déjà en place. Cette parcelle a vocation à être exploitée en phase 1 (d'après le plan de phasage présenté en annexe 2 de l'AP). Le merlon situé à l'Est du périmètre est en place. Une entreprise spécialisée est passée sur site pour la végétalisation (pulvérisation de graines).
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que le merlon Sud avait été mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet